



UNION FÉDÉRALE DES CONSOMMATEURS DE SAÔNE-ET-LOIRE

ASSOCIATION LOI 1901 AFFILIÉE A L'UNION FÉDÉRALE DES CONSOMMATEURS - PARIS

2, RUE JEAN BOUVET - 71000 MACON

Téléphone : 03 85 39 47 17

E-mail : ufc.71.qc@orange.fr

www.ufcquechoisir71.fr

Monsieur Julien CHARLES, Préfet de Saône et Loire
196 rue de Strasbourg
71021 MACON cedex 9
Mâcon, le 02 avril 2021

Monsieur le Préfet,

Le Conseil Constitutionnel, dans sa décision du 19 mars dernier, a déclaré contraire à la Constitution la procédure d'élaboration des chartes départementales permettant de réduire les distances minimales d'épandage de pesticides près des habitations, abrogeant *de facto* les 80 chartes départementales élaborées. Dans le prolongement de cette décision, immédiatement applicable, permettez-moi de vous demander les mesures que vous entendez prendre afin de garantir son effectivité et, donc, le plein respect des distances minimales de 5 et 10 mètres selon les cultures, et plus généralement les actions que vous entendez mettre en œuvre pour protéger la santé des riverains contre les pesticides.

En effet, dans sa décision, le Conseil Constitutionnel a souligné que les chartes, qui régissent les conditions d'utilisation à proximité des habitations des produits phytopharmaceutiques, ont une incidence directe et significative à la fois sur la biodiversité et sur la santé publique. Par sa décision, le Conseil Constitutionnel a donc donné raison aux organisations qui, comme l'UFC-Que Choisir, soulignent l'enjeu sanitaire et environnemental des pesticides.

En effet, alors que la saison d'épandages va bientôt battre son plein, et que bon nombre de riverains compte tenu de la crise sanitaire restent confinés chez eux, il est crucial que leur santé et environnement soient pleinement respectés. Dès lors que les chartes départementales, sous couvert desquelles certains agriculteurs entendaient réduire encore les distances minimales, ont été invalidées par le Conseil Constitutionnel, il nous apparaît impératif que le cadre réglementaire soit très clairement et urgemment rappelé à l'ensemble des acteurs et que des contrôles soient diligentés pour s'assurer du plein respect de ce dernier.

Plus largement, si une nouvelle concertation devait être organisée sur le sujet, vous comprendriez que nous vous demandions de vous assurer que celle-ci permette, comme le souligne le Conseil Constitutionnel, l'expression de toutes les parties prenantes et ne soit pas biaisée. En effet, certaines consultations étaient tellement orientées qu'elles n'ont pas permis un véritable débat.

Enfin, alors que s'achève la semaine des alternatives aux pesticides, je vous serais reconnaissante de bien vouloir indiquer les mesures que vous entendez prendre pour une meilleure protection et information des populations vivant à proximité des parcelles agricoles traitées, ainsi qu'une réelle protection des milieux et, en particulier, de la ressource en eau.

Comptant sur votre détermination à garantir l'effectivité du cadre réglementaire et de la décision du Conseil Constitutionnel, je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de ma haute considération.

 Madame Régine HUMBERT

Présidente de l'UFC-Que Choisir

de Saône et Loire

AUTUN 71400 : Centre social Saint-Jean - rue Naudin
CHALON-SUR-SAÔNE 71100 : Espace Jean Zay - 4 rue Jules Ferry
LE CREUSOT 71200 : Maison des Associations - 5 rue Guynemer
LOUHANS 71500 : 3 avenue du 8 mai 1945
MONTCEAU-LES-MINES 71300 : Espace social Le Trait d'Union - 7 rue de Mâcon
PARAY-LE-MONIAL 71600 : Centre Associatif Parodien - Bureau N°17 - Rue Pierre Lathuilière
SENNECEY LE GRAND 71240 : Relais des services publics - 32 rue des mûriers

